

Dans ce numéro...

www.defense.gouv.fr/irsem

2015 - Numéro 5

DERNIÈRES PUBLICATIONS.....P.3



PORTRAIT DU MOIS.....P.5
Séverine AUTESSERRE



DOSSIER STRATÉGIQUE.P.6
Transitions politiques et stabilité en Afrique subsaharienne



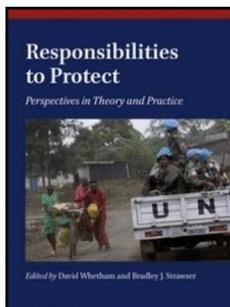
OUVRAGES REÇUS.....P.21



ACTUALITÉS DE L'IRSEM ...P.33

- Evénements de l'IRSEM
- Publications de nos chercheurs
- Vie de l'IRSEM

LIVRE DU MOIS



David WHETHAM & Bradley J. STRAWSER (dir.)
Responsibilities to Protect. Perspectives in Theory and Practice

Boston, Nihjoff, 2015

inaugurant la nouvelle série de livres « Etudes Internationales d'Ethique Militaire », initiée par le Pôle européen de la Société Internationale d'Ethique Militaire (Euro-ISME), cet ouvrage, consacré à la responsabilité de protéger, rassemble les contributions d'universitaires, de militaires et de praticiens, offrant ainsi un regard pluridisciplinaire sur cette thématique actuelle.

Si ce sont des principes moraux qui sous-tendent la responsabilité de protéger (D. Whetham & B. J. Strawser, pp. 1-14), ce concept a progressivement acquis droit de cité en droit international. Initialement forgée par la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États en 2001, la responsabilité de protéger a ensuite reçu l'adhésion politique des États lors du Sommet mondial de 2005. On sait que la responsabilité de protéger postule qu'il incombe en premier lieu à l'État territorial de protéger sa population des risques de commission de génocide, de nettoyage ethnique, de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité. Ce n'est qu'en cas de défaillance de l'État territorial que la communauté internationale a la responsabilité subsidiaire de protéger la popula-

tion des États tiers, celle-ci pouvant justifier l'usage de la force armée, autorisé par le Conseil de sécurité. L'intervention armée à des fins de protection humanitaire doit cependant respecter certains principes : elle doit défendre une « cause juste » ; répondre au critère de la « bonne intention », en visant à faire cesser des souffrances humaines ; être envisagée en dernier recours et correspondre au minimum nécessaire pour atteindre l'objectif de protection humaine défini.

C'est à l'aune de ces principes que différentes interventions multilatérales sont analysées dans la première partie de l'ouvrage. La première application pratique de la responsabilité de protéger – l'intervention multilatérale menée en Libye, autorisée par le Conseil de sécurité en 2011 – est ainsi justifiée par David Fisher (pp. 15-33) qui contre-carre les critiques adressées à l'opération. Si celle-ci est certes allée au-delà de l'objectif initial de protection de la population civile pour se transformer en opération visant à renverser le régime du colonel Kadhafi, le changement de régime constituait la condition nécessaire pour assurer la protection de la population civile (p. 25). L'intervention de l'OTAN au Kosovo en 1999, également fondée sur des motivations humanitaires, est ensuite analysée par

Robert Wilton (pp. 34-54), au regard des répercussions – positives et négatives – de la présence internationale prolongée au Kosovo et de la perception par les Albanais du Kosovo de cette intervention. La doctrine de la communauté internationale relative à la responsabilité de protéger, formulée par le Premier ministre britannique, Tony Blair, en 1999 – fondée sur les principes anciens de la guerre juste – fait l'objet d'une analyse critique à l'égard de son application au Kosovo et en Irak (P. Lee, pp. 55-79). Jean-Baptiste Jeangène Vilmer (pp. 80-100) relève quant à lui les confusions qui entourent la responsabilité de protéger et met fin à certaines idées reçues. Il démontre notamment que loin de constituer une « révolution », la responsabilité de protéger, au-delà de l'innovation terminologique, ne fait que reprendre des obligations ou principes existants déjà en droit international.

La seconde partie de l'ouvrage (chapitres 6 à 10) examine les répercussions de la mise en œuvre de la responsabilité de protéger pour le personnel intervenant, peu envisagées jusqu'à présent. La signification de la responsabilité de protéger pour les militaires ainsi que la responsabilité qui incombe aux États de protéger leur personnel militaire participant à ces opérations sont étudiées, à travers l'examen de la réévaluation des stratégies de protection mises en place par les États-Unis et le

Royaume-Uni (M. Clegg, pp. 101-115). L'évolution du statut et les règles du droit international humanitaire applicables au personnel médical intervenant sur la ligne de front, et faisant désormais l'objet d'attaques directes, sont aussi analysées (A. Dew & D. Carrick, pp. 116-13) de préparation spécifique du personnel militaire sont ensuite envisagées à travers le prisme de la neuroéthique (S. E. French & A. I. Jack, pp. 169-195). La responsabilité des États à l'égard de leurs ressortissants-journalistes, qui se placent délibérément dans des situations à risque, est enfin exposée (S. Paul, pp. 196-222).

Au-delà de la présentation théorique approfondie de la signification et du contenu de la responsabilité de protéger, le grand intérêt et l'originalité de cet ouvrage résident dans le fait qu'il offre une analyse pratique sur la mise en œuvre de la responsabilité de protéger et ses implications, au regard des controverses éthiques et des difficultés d'application qu'elle soulève, tant dans sa dimension externe que dans sa dimension interne

Isabelle MOULIER

Maître de conférences en droit public à l'Université d'Auvergne.





Traduction du Paris Paper n°13, août 2015

Pakistan's strategic paradigm: escaping the complexities of the religious factor

Jean-Luc RACINE

Ce Paris Paper examine le processus d'instrumentalisation de l'islam au Pakistan. Utilisé à des fins de politique intérieure et d'ambitions stratégiques, il crée un risque de radicalisation contredisant l'idéologie initiale du Pakistan. Il éclaire ensuite l'impasse dans laquelle les militaires, au cœur du pouvoir d'État, ont plongé le pays.



Traduction du Paris Paper n°14, août 2015

Interfaith dialogue in Indonesia: from the revival of tradition to its international projection

Delphine ALLES

Dans cette étude, l'auteur démontre comment les autorités s'efforcent, depuis les années 2000, de promouvoir sur la scène internationale l'expérience du dialogue interreligieux. Ancré dans les coutumes ancestrales de plusieurs régions, elle se traduit aujourd'hui par l'action d'acteurs musulmans, conforme aux principes constitutionnels de l'État indonésien.



Etude n° 40, août 2015

Stratégies de mise en place des soft powers européen et russe en Moldavie après la Guerre froide

Michael E. LAMBERT

Dans cette étude sur la Moldavie, l'auteur analyse les processus et structures d'influence découlant des stratégies européennes et soviétiques, à des échelles locales, régionales, et supranationales. L'auteur étudie également la question des minorités et des élites, afin d'interpréter un sentiment politique moldave hétérogène.

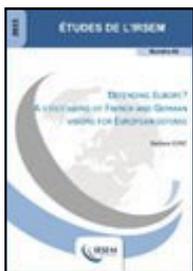


Note de recherche stratégique n° 22, août 2015

La spécificité de l'adaptation des forces aériennes : l'exemple de l'armée de l'air en Afghanistan

LCL Jérôme de LESPINOIS

À travers cette Note de recherche stratégique, le lieutenant-colonel Jérôme de Lespinois interroge le concept d'adaptation militaire, sous l'angle de l'intervention en Afghanistan et des mouvements contre-insurrectionnels. Ainsi, le cas de l'armée de l'air permet de souligner les difficultés techniques et opérationnelles rencontrées au cours de cette guerre.



Etude n° 41, septembre 2015

Defending Europe? A stocktaking of French and German visions for European defense

Barbara KUNZ

L'auteur revient sur la stratégie militaire pensée par l'armée française et l'armée allemande au sein de l'Europe. En envisageant une politique commune de défense, Barbara Kunz expose les divergences entre les deux États, à l'égard des interventions notamment, ainsi que leurs défauts sur le plan économique.



Note de recherche stratégique n° 23, septembre 2015

Les images dans la communication opérationnelle française (2000-2010)

Bénédicte CHERON

Avec cette Note de recherche stratégique, Bénédicte Cheron examine le rôle croissant de l'image dans la communication opérationnelle française. La période de 2000 à 2010 permet d'étudier de façon générale la crise connue sur la circulation de l'information, tandis que le cas d'étude de l'opération Licorne précise les manquements de la Défense au regard des médias.





Séverine AUTESSERRE

Professeure de sciences politiques à Barnage College
Chercheuse à l'université de Columbia

Pourquoi les efforts internationaux d'instauration de la paix ne parviennent pas à stabiliser certaines régions comme l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) ? C'est la question de départ qui anime les travaux de Séverine Autesserre. Cette chercheuse française, professeure de science politique à Barnage College et chercheuse au Columbia's Arnold A. Saltzman Institute of War and Peace Studies de l'Université de Columbia, montre que les initiatives internationales de *peacebuilding* échouent à résoudre d'anciens conflits parce que leurs diagnostics des causes de la violence sont erronés.

En effet, les organisations internationales, les donateurs, les organisations non gouvernementales ou encore les diplomates partageraient une même culture et une même vision du monde. Ainsi, les causes de la violence sont analysées comme politiques et internationales. Les réponses apportées sont du même ordre, avec une dynamique descendante (*top-down*) qui passe, notamment, par l'organisation d'élections nationales. Or les violences ont des motivations locales (accès à la terre, compétition pour le pouvoir local) provoquant une escalade du conflit, voire son débordement au niveau régional. Les efforts doivent donc porter d'abord sur le règlement de ces conflits locaux dans une dynamique ascendante (*bottom-up*). La compréhension des conflits au niveau local est plus complexe mais est essentielle

pour adopter une réponse adéquate. De plus, les pratiques des agents de la consolidation de la paix ne participent pas à une meilleure appréhension des réalités locales. Elles entretiennent même un fossé avec les populations locales. Les projets lancés sont au mieux inadaptés au pis contreproductifs.

Séverine Autesserre développe ces analyses dans deux ouvrages : *The Trouble With the Congo: Local Violence and the Failure of International Peacebuilding* et *Peaceland: Conflict Resolution and the Everyday Politics of International Intervention*. Elle a reçu de nombreux prix pour ces travaux dont le prix 2016 du meilleur ouvrage par l'International Studies Association pour Peaceland. Séverine Autesserre est diplômée de Sciences Po Paris. Elle a ensuite obtenu son doctorat à New York University et réalisé un postdoc au Macmillan Center for International and Area Studies à Yale. Séverine Autesserre est devenue une véritable référence sur les guerres civiles, les interventions internationales et la résolution des conflits. Elle publie dans les plus grandes revues académiques du champ : *International Peacekeeping*, *African Affairs*, *International Organization*, etc.

Sonia LE GOURIELLEC
Chercheuse Afrique à l'IRSEM

DOSSIER STRATÉGIQUE

Transitions politiques et stabilité en Afrique subsaharienne

Dirigé par Sonia LE GOURIELLEC

- **INTRODUCTION**

DR. SONIA LE GOURIELLEC
Chercheuse à l'IRSEM

- **CHALLENGES FACING IN (FRANCOPHONE) AFRICA'S ELECTIONS**

DR. FERRAN MARTINEZ I COMA
The Electoral Integrity Project, University of Sydney

- **ORGANIZED VIOLENCE AND UNARMED PROTEST IN CONTEMPORARY AFRICA**

DR. ZACHARIAH MAMPILLY
Associate Professor of Political Science, Vassar College.

- **LES ÉLECTIONS ÉTHIOPIENNES ET SOUDANAISES DE 2015 : JEUX AUTORITAIRES EN TOUTE DISCRÉTION**

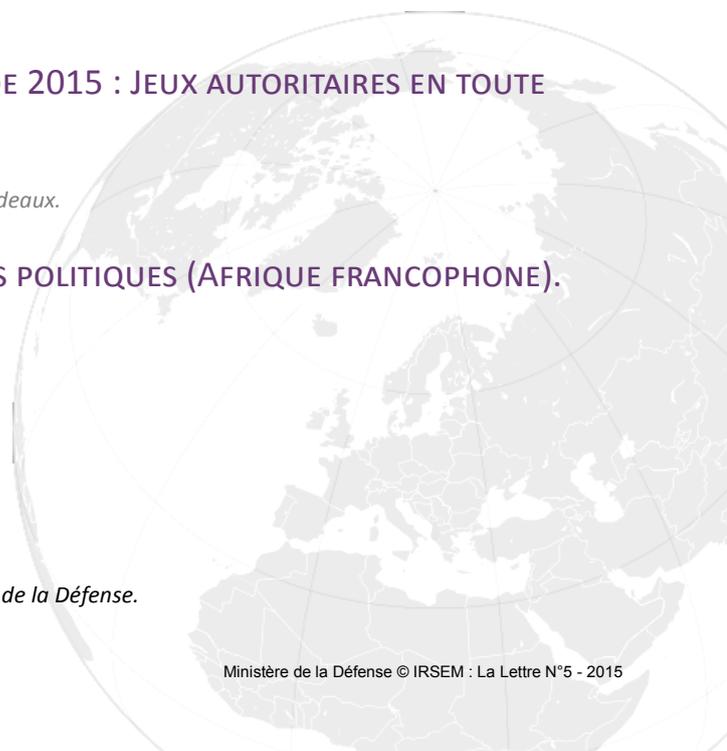
DR. JEAN-NICOLAS BACH
Docteur en Science politique, Les Afriques dans le Monde, Sciences Po Bordeaux.

- **RÔLE COMPARÉ DE L'ARMÉE DANS LES PROCESSUS POLITIQUES (AFRIQUE FRANCOPHONE).**

DR. JEAN-PIERRE BAT
Chercheur affilié au CNRS

AVERTISSEMENT

*Les opinions émises dans ce document n'engagent que leurs auteurs.
Elles ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère de la Défense.*



INTRODUCTION: TRANSITIONS POLITIQUES ET STABILITÉ EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

DR. SONIA LE GOURIELLEC

Chercheuse à l'IRSEM

Du 8 au 10 juillet 2015, Paris accueillait la sixième conférence européenne des Études africaines (ECAS). Près de 1500 chercheurs se retrouvent ainsi tous les deux ans pour partager le résultat de leurs recherches. Cette année, la thématique retenue les invitait à confronter leurs travaux sur les « mobilisations collectives en Afrique ». Si dans l'imaginaire occidental, le continent africain renvoie souvent à un espace de guerre et de violence (Kaplan, 1994 : 44-76), les chercheurs ont démontré que la conflictualité avait évolué. Il n'est évidemment pas question de nier que le continent connaît des conflits mais l'analyse ne doit pas tomber dans le piège d'un récit dominant oubliant les nuances, les subtilités et la dynamique évolutive des conflits. Surtout, le premier constat est que la conflictualité a baissé en Afrique subsaharienne malgré le prisme médiatique (Straus, 2012 : 179-201) déformant. Les conflits évoluent : Scott Straus a mis en évidence la fréquence accrue des violences électorales associées à l'introduction du multipartisme et de la compétition qu'elle induit. Cette compétition peut accroître la tentation du recours à la mobilisation ethnique. Néanmoins, ce facteur identitaire est toujours relié à des problématiques d'accès à la terre ou aux ressources. Cela rend les analyses ethniques essentialistes particulièrement simplistes, réductrices et fallacieuses.

Dans ce dossier stratégique, Zachariah Mampilly nous explique comment les protestations populaires sont devenues le principal moyen d'entraîner une transition politique sur le continent. Les régimes d'Afrique subsaharienne semblent avoir été préservés par l'effet de souffle qui a touché une partie du Moyen-Orient en 2010 et 2011. Néanmoins, les grèves et les manifestations populaires - bien que de plus faible ampleur - émaillent de nombreux États du continent depuis une décennie. Ainsi, les travaux de Zachariah Mampilly et d'Adam Branch (Mampilly, Branch, 2015 : 272) nous apprennent que la vague de contestations n'a pas débuté en Afrique du Nord mais en Afrique subsaharienne. Le continent serait au milieu d'une troisième vague de contestations. La première regroupe les soulèvements nationalistes des années 1950 qui mènent aux indépendances. La deuxième englobe les mouvements d'Afrique de l'Ouest, du milieu des années 1980 au début des années 1990, à la suite des mesures d'austérité imposées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). Cette deuxième période enclenche un processus de démocratisation avec la tenue d'élections, l'émergence du pluralisme politique et de la liberté d'expression, voire l'organisation de conférences nationales (Bénin, Congo, Tchad). Selon ces scientifiques, les révoltes arabes de 2011 ne représenteraient pas la première ondulation d'une vague de protestations mais bien sa crête. De fait, les révoltes arabes constituent l'apogée d'un long « printemps africain » amorcé en 2005 - avec les mouvements de contestation liés à la crise alimentaire - mais qui n'aboutit pas nécessairement à des changements de régimes¹. A l'inverse certains régimes sont parvenus à défaire ces mouvements de protestations populaires en utilisant la force militaire. Dans sa contribution, Jean-Nicolas Bach, revient ainsi sur l'expérience de l'Éthiopie et du Soudan. Les deux régimes ont récemment réprimé par la force toute contestation. Néanmoins, 2015 a été une année d'élection qui leur a permis de réélire leur Parlement et de renouveler leur exécutif.

On constate que les institutions démocratiques peuvent participer à la résilience des régimes autoritaires. L'existence d'institutions en apparence démocratiques comme les assemblées représentatives serait un moyen utilisé par les autocrates pour prolonger la durée de vie de leur régime. Dans sa contribution, Jean-Nicolas Bach démontre que la vague de démocratisation des années 1990 pouvait « parfois n'être que des desserrements des pratiques autoritaires de la part de gouvernements aux ressources limitées ». Pour sa part, Jean-Pierre Bat revient sur le rôle clé joué par les forces armées dans ces transitions politiques. Tout en rappelant que leur rôle

« n'est pas aussi manichéen qu'il n'y paraît », il invite à une comparaison entre des forces armées « facteur des transitions politiques » en Afrique de l'Ouest et un phénomène inverse en Afrique centrale. Enfin, le processus électoral est un moment fort des transitions politiques : Ferran Martinez i Coma nous présente les premiers résultats pour l'Afrique du projet sur la transparence du processus électoral (« *Electoral Integrity* ») réalisé par les universités de Sidney et de Harvard. Le rapport établit, pour l'année 2014, un classement de la transparence du processus électoral et conclut que les pays francophones du continent sont particulièrement mal classés. Néanmoins, l'étude démontre également qu'il n'y a pas de spécificité continentale tant les difficultés sont les mêmes dans d'autres régions du monde.

Ces résultats invitent les chercheurs à recourir aux théories générales de la science politique – souvent délaissées au profit de l'analyse du local – pour appréhender la politique en Afrique et donne raison, s'il en était besoin, à Mamoudou Gazibo et Céline Thiriot : « *le fait même que certains phénomènes surviennent en Afrique – la démocratisation et les élections – affaiblit la portée des cadres particularistes en vertu desquels ces phénomènes étaient supposés étrangers au continent* » (Gazibo, Thiriot, 2009 : 14).

Notes

¹ Les mouvements contre la vie chère débutent en 2005 au Niger. La crise économique de 2007 étend ses contestations au reste du continent et ces dernières s'ouvrent à des revendications démocratiques. Ainsi, en 2007, la Mauritanie, le Mozambique, la Guinée-Conakry, le Burkina Faso, le Cameroun, le Sénégal, la Côte d'Ivoire ou encore le Gabon sont touchés par ces mouvements, réprimés parfois violemment par leurs régimes respectifs.

Références bibliographiques

- Gazibo M. et Thiriot C., 2009, « Introduction. L'Afrique en science politique », dans Gazibo M. et Thiriot C. (dir.), *La politique en Afrique. Etat des débats et pistes de recherche*, Karthala, Paris.
- Kaplan R., 1994, "[The Coming Anarchy : How Scarcity, Crime, Overpopulation, and Disease is Rapidly Destroying the Social Fabric of Our Planet](#)", *Atlantic Monthly*.
- Mampilly Z. et Branch A., 2015, *Africa Uprising. Popular Protest and Political Change*, Londres, Zed Books.
- Straus S., 2012, "Wars Do End ! Changing Patterns of Political Violence in Sub-Saharan Africa", *African Affairs*, 111, (443).
- Williams P. D., 2011, *War & Conflict in Africa*, Cambridge, Polity.



CHALLENGES FACING IN (FRANCOPHONE) AFRICA'S ELECTIONS

DR. FERRAN MARTINEZ I COMA

The Electoral Integrity Project, University of Sydney

Forthcoming elections in Africa face many challenges¹. This includes the postponement of general elections in Nigeria due to violence from Boko Haram and technical delays in issuing voter id cards, the difficulties of establishing the first popular contests to be held in South Sudan, and elections with limited human rights scheduled to be held during 2015 in Togo, Egypt, Burundi, and the Central African Republic.

During 2015, elections will be held in four African countries with French colonial roots: Togo, Benin, Cote d'Ivoire and Guinea. What can those countries learn about the elections that have been held in the continent in the past few years?

To understand what can go wrong – and what can be done to improve matters – we can look back at elections in the continent last year. A new report has just been published, [The Year in Elections 2014](#), developed by the [Electoral Integrity Project](#) at Harvard and Sydney Universities. This is based on the third release of the Perceptions of Electoral Integrity expert survey which covers 127 national parliamentary and presidential contests held from 1 July 2012 to 31 December 2014 in 107 countries worldwide. Evidence about electoral integrity is gathered from a global survey of 1,429 domestic and international election experts (with a response rate of 29%). In the continent of Africa, 245 experts evaluated 30 elections in 28 countries, 11 of them francophone. Immediately after each contest, EIP send out an electronic survey about the quality of each election which is evaluated on 49 indicators. Responses are clustered into eleven stages occurring throughout the electoral cycle and then summed to construct an overall 100-point expert Perception of Electoral Integrity (PEI) index and ranking.

The study will continue to roll out the survey in subsequent years and consequently covering more countries on the continent and worldwide.

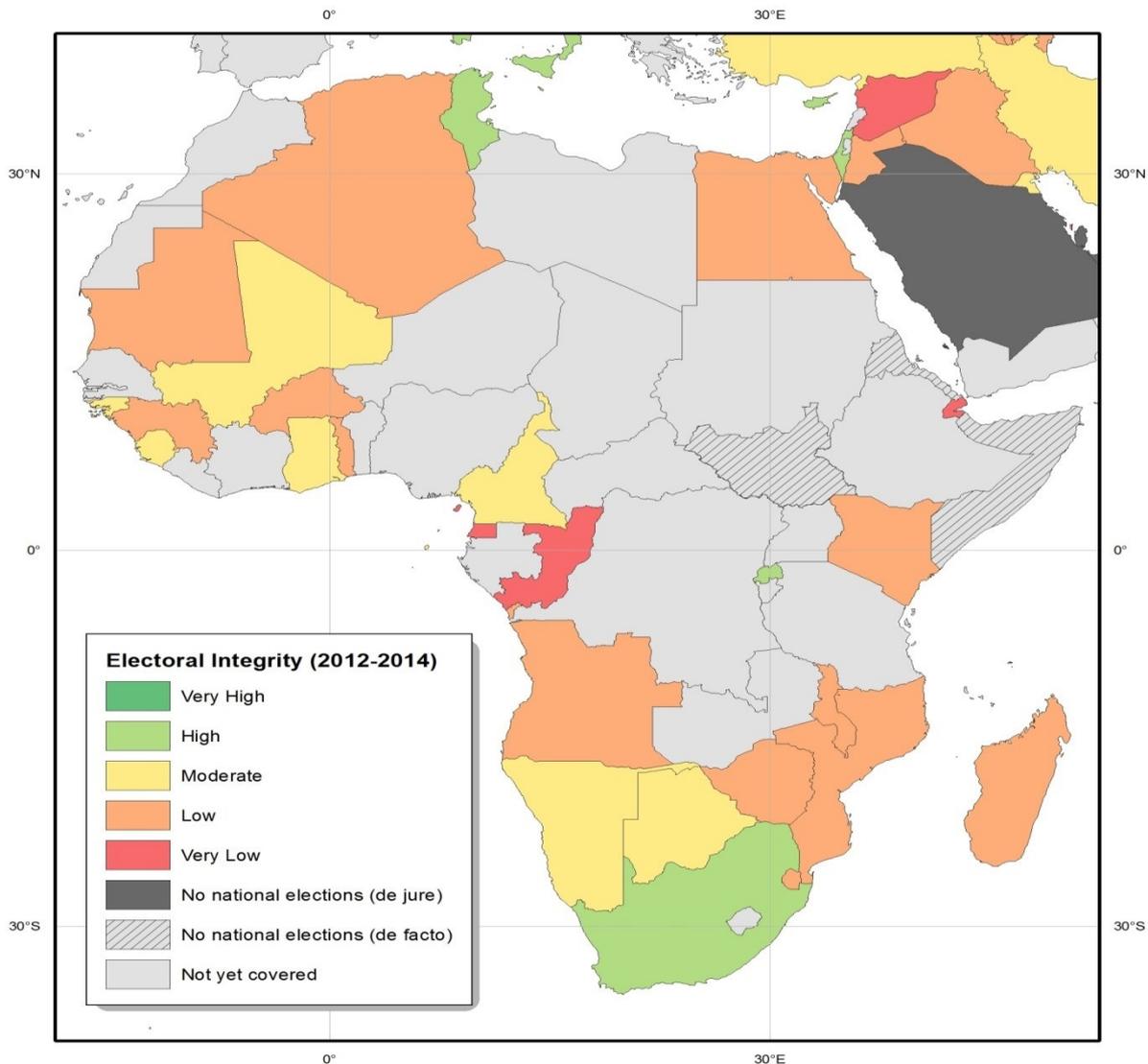
Which were the worst and best African elections last year?

During 2014, two of the five worst contests in electoral integrity were held in Africa. In Egypt, the Muslim Brotherhood's Freedom and Justice Party and several other parties and groups were imprisoned, harassed, and restricted from running in the 2014 Presidential election and General Al-Sisi obtained over 95% of the votes (IFES elections, 2014). The election in Mozambique also performed poorly in integrity, and FRELIMO won with 57% of the votes (compared to the 75% in 2009) (Mozambique News Agency, 2014). In 2013, three of the elections with the lowest levels of integrity were also held in Africa: Equatorial Guinea, Djibouti and Zimbabwe.

A pessimist could say that the continent's record is grim. And, indeed, at a first glance, the map points out to a not very attractive situation. Electoral integrity is generally strengthened by three factors; [democracy, development, and power-sharing constitutions](#). As [Pippa Norris explains](#): "Longer experience over successive contests usually consolidates democratic practices, deepens civic cultures, and builds the capacity of professional electoral management bodies. Economic development provides the resources and technical capacity for professional electoral administration. Power-sharing institutions, such as the free press and independent parliaments, serve as watch-dogs curbing malpractices". A glance at Africa, points out that the three factors are weak, compared to the rest of the world.

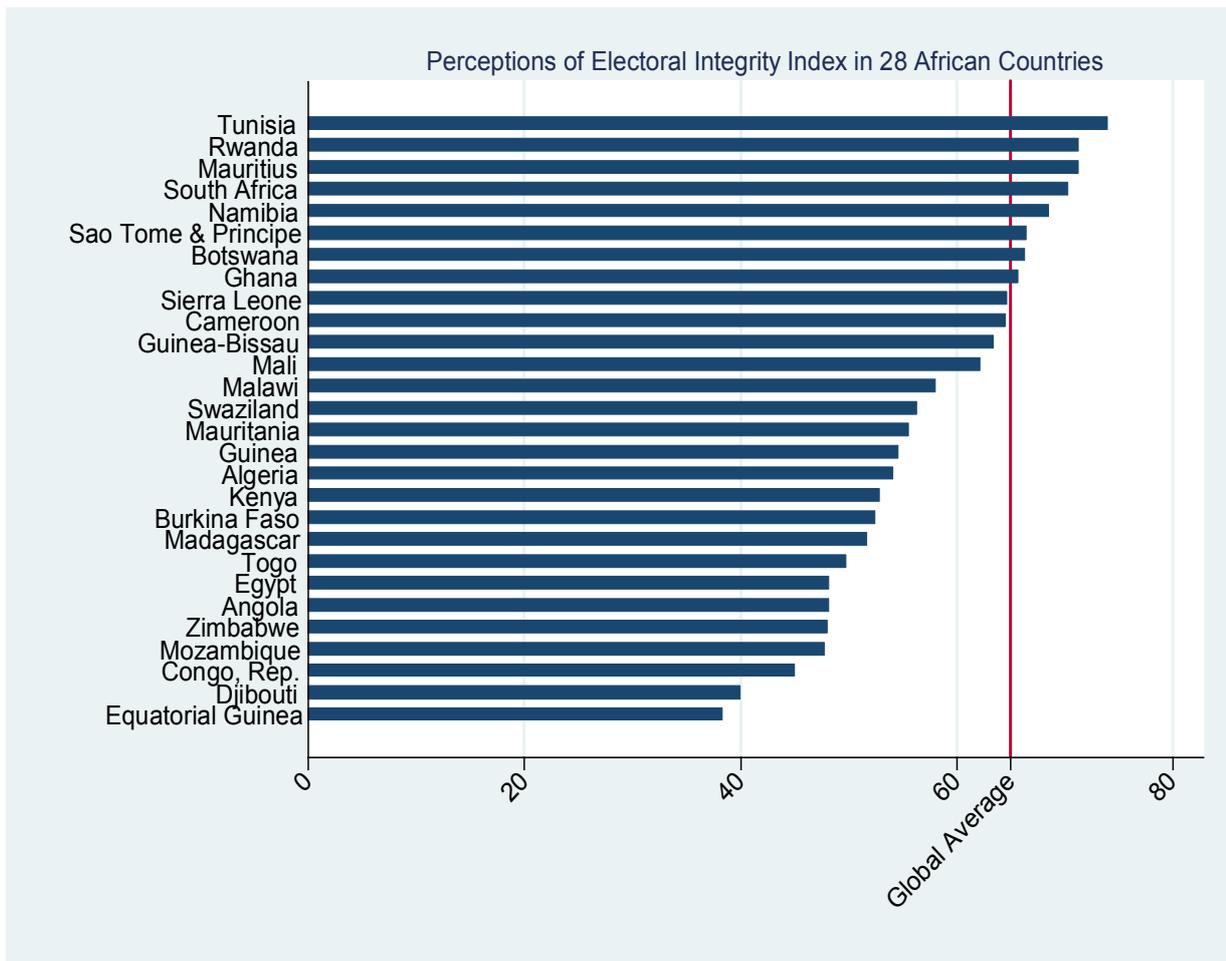
Transitions politiques et stabilité en Afrique subsaharienne

A pessimist could also say that francophone Africa has the lowest mean in the PEI index of all the continent. Indeed, this is the case since, the average for French speaking African countries is lower (55.7) than for the non-speaking countries. However, a realist would argue that those differences are not significant, which in fact are not.



Moreover, an optimist could say that there are several important exceptions. First, for example, in the continent, Tunisian elections have been successful. The results were hailed internationally for their viability as the only one of the major Arab Spring uprisings that is not convulsed by instability and turmoil (Sezgin, 2014 ; Bryant, 2014). In fact, the Tunisian elections are the best African elections valued by the experts. It is also the case that some countries have improved. Although we do not have data for the 2007 Kenyan election, and although far from a perfect contest in 2013, Kenya's last elections were improved by avoiding extensive bloodshed.

Indeed, when comparing the African countries among themselves, we observe a very important variation as the graph below shows. Besides the good performance of the PEI Index of the two Tunisian and the South African elections previously mentioned, there are others that have been evaluated above the world average. Among those are Mauritius, Namibia, Ghana, Rwanda and Botswana. Also, Sierra Leone, Comoros, Guinea Bissau or Mali are very close to the global average.



Second, a closer look at the problems of the region, points out that Africa's difficulties of electoral integrity are very similar to the rest of the world, though at a different level. A comparison of the problems around the globe in the table below shows that the most important problems globally are campaign finance and voting process. Those are also most important for Africa and its francophone countries are not an exception. In the same line, countries around the world perform better in stages such as the results, vote count or electoral authorities and the judgments for Africa are accordingly also more positive.

In the same line, an optimist also would mention that after a close look of the data, out of the 11 dimensions available, francophone Africa's scores are very similar (or at least not significantly different) than those from non-French speaking African countries. More importantly, there are only two dimensions where the differences are significant: issues related to voter registration and results. And the score are significantly better in francophone Africa than in the rest of African countries.

Third, it is also worth to mention that when looking at the evaluations by regions, the differences among the experts' evaluations of the most important problems are not very dispersed. Hence, while the average campaign finance score in the world is 60 out of 100, it reaches a maximum of 66 for Western Europe and South Asia but its lowest evaluation of 55 is for elections in West & Central Africa. The same pattern appears with voting process and an average of 51. Excluding Western Europe, the dispersion is low. The most important differences appear, though, when comparing with the rest of the dimensions such as party and candidate registration or electoral procedures.

Table 2: PEI by global region

	PEI index	Electoral laws	Electoral procedures	District boundaries	Voter registration	Party and candidate registration	Media coverage	Campaign finance	Voting process	Vote count	Results	Electoral authorities
Western Europe	79	75	89	72	83	79	66	65	78	90	87	85
Americas	69	66	82	66	68	74	61	53	71	84	78	76
East Asia & Pacific	67	65	75	66	62	69	60	55	67	78	70	71
Eastern Europe	64	63	72	68	64	67	58	54	68	79	74	68
South Asia	59	67	67	63	55	58	66	50	59	66	63	65
North Africa	59	60	68	71	61	61	57	52	73	80	68	63
East & Southern Africa	58	58	63	59	54	62	56	42	58	65	66	61
Middle East	57	52	69	53	60	58	59	48	60	69	69	64
West & Central Africa	57	61	63	55	50	61	55	40	55	64	63	60
Total	64	64	73	64	62	67	60	51	66	76	72	69

Source: Electoral Integrity Project. 2014. *The expert survey of Perceptions of Electoral Integrity, Release 3 (PEI_3.0)*. The regional classification is from World Bank *World Development Indicators*.

To conclude, African governments and parties still have a plenty of room to improve in many aspects of electoral integrity. However, many of the problems that they are facing are very similar, though in different degrees, to countries elsewhere around the world.

A suggestion on where to focus the attention of the national and international community as well as the media in the elections forthcoming in the French speaking African countries –but not only there- is to closely follow the issues related to campaign finance and the voting process.

Rédigé en mars 2015

Further information, the complete PEI_3 dataset, a YouTube video presentation, and a copy of the *Year in Elections 2014* report by Pippa Norris, Ferran Martinez i Coma and Max Groemping can be downloaded from www.electoralintegrityproject.com

Scholars who are experts on elections and interested in participating in the survey are welcome to send us their contact details at electoralintegrity@sydney.edu.au

Références bibliographiques

- Bryant L., 30 octobre 2014, "[After Elections, Tunisia's Nidaa Tounes Seeks Alliances to Govern](#)", *Voice of America*.
- International Foundation for Electoral Systems, 2014, "[Arab Republic of Egypt: Election for President](#)", consulté le 28 août 2014.
- Mozambique News Agency, 31 octobre 2014, [AIM Reports](#).
- Sezgin Y., 8 novembre 2014, "[Why is Tunisian democracy succeeding while the Turkish model is failing ?](#)", *The Washington Post*.

ORGANIZED VIOLENCE AND UNARMED PROTEST IN CONTEMPORARY AFRICA

DR. ZACHARIAH MAMPILLY

Associate Professor of Political Science, Vassar College.

That Africa is experiencing an upsurge in popular uprisings is undeniable. Four years after the Arab Awakening, the locus of mass popular protests has shifted further south with Burundi and Burkina Faso most recently joining the expanding list of African countries hosting broad anti-government popular movements. Indeed, the narrative of the “Arab Spring” was always premised on a falsehood, one that sought to delink North Africa from the remainder of the continent.

As Adam Branch and I document in our recent book, *Africa Uprising: Popular Protest and Political Change*, the ongoing Third Wave of African Protests actually has its origins in the middle of the 2000s, cresting in 2011 when over twenty African countries experienced mass uprisings, and rippling widely into the present. Many of these protests are initially triggered by electoral malfeasance by entrenched incumbents or price increases on specific goods, but quickly morph into larger anti-government movements. Since 2005, we document over 90 such protests in over 40 African countries across every region of the continent. We are not alone in this assessment. In a forthcoming work, Dawn Brancati finds a pronounced rise in protests in Africa over the past decade, with the region accounting for more protests than any other in the world (cited in Noyes 2015).

Despite this, Africa, particularly south of the Sahara is still portrayed as overwhelmingly rural, defined by the prevalence of ethnic politics, and incapable of change save through the barrel of a gun. This vision prevails even as social scientists have shown that Africa has steadily become less violent with less than half the number of organized large-scale violent conflicts since the heyday of the 1990s (Straus 2012). Is there a relationship between the decrease in organized violence and the rise of popular protests? The evidence is unclear. But there are good reasons to assume that popular protests is becoming the dominant mode for bringing about political change across the continent, and that large scale organized violence will continue to recede.

For starters, Africa is becoming increasingly urbanized. Though still predominantly rural, the continent is urbanizing at the fastest rate in the world and is already more urban than India, (though this of course masks vast differences between countries). While many African rebellions set their sights on capturing power in urban capitals, most took advantage of the relatively poor reach of many African states and set up operations in rural areas. With the urban shift in Africa’s demographics, would be African rebels have fewer young men and women to recruit into their movements.

In addition, the influx of foreign capital into Africa’s commodity sector has increased the value of rural areas to existing governments. While once scholars like Thandika Mkandawire pointed out the urban bias of political competition on the continent, rural areas have become increasingly valuable to African governments who have increased their own capacity to control their increasingly lucrative hinterlands. The rise of Chinese military aid and the increased emphasis on counterterrorism from Western states has contributed to this dynamic.

But the decrease in violence is not solely attributable to structural factors. On the ground, African societies have become increasingly disillusioned with organized violence as a tool for political change. While rebellion can successfully produce regime change, it rarely has led to the types of broad democratic transformation demanded by most African people. Instead, urban popular uprisings that cross ethnic and religious divides have come to the

fore, promising to bring about change without the destruction and political disarray that generally accompanies situations of internal war.

Yet while the shift from violent to less violent forms of resistance is undoubtedly a positive shift, it is yet to be determined whether the ongoing wave of protest will effect the types of changes necessary to quell the demands of protesters. While Burkina Faso's uprising in 2014 seems to have brought about fundamental changes to the country's politics, many other uprisings have been crushed by determined governments or have failed to capitalize on their own success. Burundi's ongoing struggles demonstrate the limits of protests to bring about change when confronted with a determined regime willing to deploy military force against unarmed protesters. Many other incumbents including Uganda, Ethiopia and Sudan have similarly managed to defeat broad popular movements using military force. The question remains whether African societies will continue to embrace unarmed forms of popular resistance in the face of brutal crackdowns or whether violence will return to the political stage. As a number of African countries brace for elections in which incumbents seek to remain in power through any means, we may have our answer soon enough, for better or worse.

Rédigé en juin 2015

Zachariah Mampilly is Director of the Program in African Studies and Associate Professor of Political Science at Vassar College. He is the author of *Rebel Rulers: Insurgent Governance and Civilian Life during War* (Cornell 2011) and with Adam Branch, *Africa Uprising: Popular Protest and Political Change* (Zed Press 2015).



LES ÉLECTIONS ÉTHIOPIENNES ET SOUDANAISES DE 2015 : JEUX AUTORITAIRES EN TOUTE DISCRÉTION

DR. JEAN-NICOLAS BACH

Docteur en Science politique, *Les Afriques dans le Monde*, Sciences Po Bordeaux.

En 2015, deux poids lourds de la Corne de l'Afrique ont respecté leur calendrier électoral en organisant des élections visant à réélire leur Parlement et la tête de leur exécutif. Si les deux États ont été félicités à demi-mot par l'Union africaine pour ce respect du calendrier, d'autres organisations ont ouvertement critiqué le caractère autoritaire de la période préélectorale. L'Union européenne a notamment considéré que les conditions démocratiques minimales n'étaient pas remplies et a refusé d'envoyer une mission d'observation électorale dans chacun des deux pays. Plus généralement, ces élections n'ont suscité qu'un infime intérêt médiatique, l'issue connue d'avance n'ayant pas aidé à exciter l'opinion publique. Il faut dire que les deux régimes à parti hégémonique (*l'Ethiopian People's Revolutionary Democratic Front* et le *National Congress Party* soudanais) n'ont jamais véritablement été touchés par la « vague de démocratisation » (Huntington, 1993) africaine du début des années 1990. L'organisation d'élections régulières et le multipartisme n'ont en effet conduit à aucune alternance depuis l'arrivée de l'EPRDF au pouvoir à Addis-Abeba en 1991 et du NCP à Khartoum en 1989. Bien au contraire, ces régimes ont su manipuler et domestiquer les élections afin d'en tirer une certaine légitimité, et de se maintenir au pouvoir (Magaloni, 2006). Le FDRPE de Meles Zenawi (remplacé depuis 2012 par HaileMariam Desalegn) et le NCP d'Omar el Béchir ont également usé de la force à l'égard des opposants (voire de leur propre parti) pour sauver le système qu'ils avaient construit à leur faveur. Nous revenons ici schématiquement sur deux trajectoires sous de nombreux aspects similaires.

Le Front éthiopien : un projet intrinsèquement autoritaire

La scène politique éthiopienne s'est refermée sur elle-même ces dernières années. Mais il ne faut pas s'y tromper : le cas éthiopien révèle moins un « recul démocratique » (Diamond, 2008) qu'une absence de démocratisation depuis l'arrivée au pouvoir de l'EPRDF en 1991. Celui-ci n'a en effet jamais véritablement envisagé un partage du pouvoir ou une alternance avec l'opposition, malgré la mise en place du multipartisme au début des années 1990 et la tenue régulière d'élections.

Dès la période de transition contrôlée par l'EPRDF (1991-1995), de nombreux groupes dénoncent deux grandes dérives du régime qui se dessine : la mainmise du FDRPE sur le processus de transition d'une part, et le projet ethnofédéral d'autre part¹. Ainsi, le mouvement indépendantiste Oromo (*Oromo Liberation Front*), qui avait combattu à ses côtés contre les armées de Mengistu, quitte le gouvernement provisoire et boycotte les élections Constituintes de 1992. Il reprend par la suite les armes – dirigées cette fois contre les nouveaux leaders. Quant aux partis « conservateurs » opposés au fédéralisme ethnique et défendant un projet pan-éthiopien (ou multinational), ils sont au mieux marginalisés sur la scène partisane, au pire forcés à l'exil ou emprisonnés. Le boycott répété des élections par les opposants jusqu'en 2000 et les pratiques autoritaires du gouvernement de l'EPRDF ont permis à ce dernier de s'assurer de très larges majorités à chacune des élections depuis 1995², dans des conditions vivement critiquées par les observateurs internationaux et locaux.

Les élections générales de 2005 représentent cependant une exception, l'EPRDF s'étant laissé surprendre par le succès inattendu de l'opposition menée par deux coalitions : *kinidjit*, réunissant des partis pan-éthiopiens et libéraux ; et *hibrät* reconnaissant le fédéralisme ethnique mais s'opposant aux pratiques autoritaires du régime³. Ces deux coalitions remportent un tiers des sièges à la Chambre basse et la quasi-totalité des sièges du conseil de la capitale Addis-Abeba. Mais l'événement historique se solde par des affrontements entre militants et forces de l'ordre qui font près de deux cents morts civils et conduisent à des milliers d'arrestations.

Depuis, le gouvernement éthiopien n'a cessé de réduire l'espace politique, notamment grâce à un véritable arsenal politico-légal, mis en place à la veille des élections générales de 2010 : loi anti-terroriste, loi relative au financement des organisations non-gouvernementales, loi relative aux médias, ou encore révision du règlement de la Chambre basse. Cette politique est doublée d'un puissant contrôle sur la société et d'un renforcement volontariste du parti hégémonique, revendiquant aujourd'hui sept millions de membres (contre un demi-million en 2005). Le peuple éthiopien doit servir le projet national, une conception de la participation héritée de l'idéologie « démocratique révolutionnaire », loin d'une interprétation libérale du vote et des principes représentatifs. Une politique d'une efficacité redoutable : un seul opposant siège à la Chambre basse entre 2010 et 2015⁴. Enfin, lors des dernières élections de mai 2015, le FDRPE remporte 100% des sièges.

Au Soudan aussi, l'autoritarisme se joue des normes internationales

Après une décennie sans scrutin (1986-1996), des élections parlementaires et présidentielles sont organisées en 1996 et 2000, ainsi qu'un référendum relatif à l'adoption de la nouvelle Constitution en 1998. Mais la période de « réislamisation » post-1989 s'accompagne de l'interdiction des partis politiques et l'absence d'une presse libre. Ici aussi, les élections ne sont pas synonymes d'ouverture politique et visent davantage à légitimer un pouvoir en place plutôt qu'à le remettre en jeu *via* les urnes. Depuis 1989, Omar el Béchir est ainsi parvenu à assurer sa réélection à la tête de l'État en 1996, en 2000, en 2010 et en 2015.

Les élections de 2010 doivent être comprises dans la continuité de l'accord entre Khartoum et le *Sudan People's Liberation Movement (SPLM)* de janvier 2005 (*Comprehensive Peace Agreement, CPA*) et donc du partage du pouvoir entre d'un côté le NCP au Nord et de l'autre le SPLM au Sud. La Constitution intérimaire adoptée en 2005 révèle une nouvelle formule électorale (élection du président de l'État, des représentants du Parlement national, des présidents du gouvernement autonome du Soudan du Sud, du Parlement du Soudan du Sud, des gouverneurs et parlements des vingt-six nouvelles régions). Un nouveau mode de scrutin permet de sécuriser les rapports de forces en présence : en 2010, le NCP et le SPLM concentrent 95% des sièges et Béchir est réélu à la présidence avec 68% des suffrages exprimés (Union Européenne, 2010).

La réélection de Béchir dès le premier tour de l'élection présidentielle en avril 2015 (95% de suffrages exprimés) s'explique notamment par ce système électoral favorisant le NCP et le SPLM, alors que le Soudan du Sud et le SPLM ont entre-temps disparu de la scène politique soudanaise (Chaouche, 2015). Le NCP n'a pas non plus hésité à recourir à des méthodes plus coercitives en amont des élections, comme en septembre 2013 lors des manifestations massives qui secouent la capitale et plusieurs grandes villes du pays. L'échec du « dialogue national », ayant suscité des espoirs chez une partie des opposants et le boycott des principaux partis d'opposition, explique aussi le résultat (75% des sièges à l'Assemblée nationale). Le parti Unioniste (DUP), qui décida quant à lui de prendre part aux élections, remporte quarante sièges (35 de plus qu'en 2010). La légitimité réelle du pouvoir est néanmoins sujette à caution : plus de la moitié des treize millions d'électeurs inscrits ne se sont pas déplacés aux urnes.

Conclusion

Les expériences électorales éthiopienne et soudanaise confirment l'idée selon laquelle les « ouvertures démocratiques » du début des années 1990 pouvaient parfois n'être que des desserrements des pratiques autoritaires de la part de gouvernements aux ressources limitées (Levitsky et Way, 2015). La complaisance internationale à l'égard des deux régimes s'explique aussi en partie par la priorité internationale accordée à la stabilité au détriment des droits humains, dans une région sous tension. Les partenaires « occidentaux » font néanmoins un pari extrêmement risqué et fondé sur une vision à court terme : l'ouverture politique interne continue d'être sacrifiée au nom de la paix, ou plus précisément de la stabilité régionale. Quant aux quelques actions menées, notamment via les critiques de l'Union européenne ou les poursuites engagées par la Cour Pénale internationale, leur efficacité demeure limitée voire contre-productive. Le mandat d'arrêt international émis par la CPI à l'encontre de Béchir demeure, par exemple, sans effet dans la mesure où les pays africains, dont l'Éthiopie, continuent d'accueillir le président soudanais sur leur territoire en rejetant ouvertement la légitimité du mandat. L'effet pervers de cette politique d'inculpation se fait même sentir lorsque Béchir se sert de ces poursuites internationales pour alimenter sa posture nationale héroïque face à ce qu'il dénonce comme une ingérence néocoloniale et impérialiste (une rhétorique que l'on retrouve également au Kenya de Uhuru Kenyatta et William Ruto). L'épisode survenu récemment en Afrique du Sud, où Béchir participait au sommet de l'Union africaine, est révélateur : la justice sud-africaine laisse finalement s'envoler le président soudanais. Béchir venait d'être réélu à la tête de son État et pouvait compter sur le soutien de l'UA et des pays de la région, dont l'Éthiopie.

Notes

¹ Défenseurs de la théorie de « l'oppression nationale », les dirigeants du FDRPE fondent le fédéralisme sur le « droit des nations, nationalités et peuples » d'Éthiopie (art. 39 de la Constitution de 1995).

² Les élections générales visent à élire les représentants au sein des conseils des régions fédérées et les 547 députés de la Chambre basse du Parlement. La composition de ce dernier est essentielle car elle élit le Premier ministre, chef de l'exécutif. Quant aux élections locales, elles visent à élire les représentants au sein des niveaux administratifs inférieurs.

³ International Crisis Group, 4 September 2009, *Ethiopia: Ethnic Federalism and its Discontents*, Africa Report n° 153.

⁴ Pour un point sur les reconfigurations politiques entre 2010 et 2015, voir Jean-Nicolas Bach, février 2015, *False Hopes, Real Fears : The 2015 Ethiopian Election*, Observatoire des Enjeux Politiques et Sécuritaires dans la Corne de l'Afrique, Les Afriques dans le Monde-Sciences Po Bordeaux.

Références bibliographiques

- Chaouche S., juin 2015, « [Les élections soudanaises de 2015 : Réalignements politiques et renforcements autoritaires](#) », Observatoire des enjeux politiques et sécuritaires dans la Corne de l'Afrique, LAM-Sciences Po Bordeaux, Note 10.
- Diamond L., 2008, « [The Democratic Rollback : the Resurgence of the Predatory State](#) », *Foreign Affairs*, 87.
- European Union, 2010, [Rapport final de la mission d'Observation de l'Union Européenne sur élections de 2010](#).
- Gandhi J., Przeworski A., 2006, "Authoritarian Institutions and the Survival of Autocrats", dans Magaloni B. (ed.), *Voting for Autocracy, Hegemonic Party Survival and its Demise in Mexico*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Huntington S., 1993, *The Third Wave. Democratization in the Late Twentieth Century*, University of Oklahoma Press.
- Levitsky S., Way L., janvier 2015, "[The Myth of Democratic Recession](#)", *Journal of Democracy*, vol. 26, n°1.

RÔLE COMPARÉ DE L'ARMÉE DANS LES PROCESSUS POLITIQUES (AFRIQUE FRANCOPHONE).

DR. JEAN-PIERRE BAT

Chercheur affilié au CNRS

Les forces armées, loin d'être des observateurs, prennent une part active aux transitions démocratiques, dont elles sont les premières garantes. Leur engagement, dans un camp ou dans un autre, participe de l'équilibre de la radicalisation ou non de la situation. Contrairement à certaines idées, le rôle des armées n'est pas aussi manichéen qu'il n'y paraît, ainsi que l'illustrent les récents événements, liés à la question du verrou constitutionnel des deux mandats présidentiels.

L'armée face aux crises sécuritaires (exemples de 2008-2010)

En Guinée, à la mort de Lansana Conté en 2008, c'est l'armée qui prend en charge la transition politique. Dans ce contexte, il convient d'interpréter le coup d'État qui porte au pouvoir le capitaine Dadis Moussa Camara : le treillis de Dadis n'a peu à peu engagé que lui et ses partisans, et non l'institution militaire dans sa totalité. À la suite de la dérive de son régime, la seule personnalité capable de reprendre en main la situation et de restaurer le processus électoral est le général Sékouya Konaté. Après la guerre des bérets, il devient un exemple de cette nouvelle génération de militaire modèle. Pour le succès de la mission de Konaté, des garanties ont été prises hors de Guinée auprès des partenaires politiques de la sous-région et des institutions africaines. C'est essentiellement par son statut de militaire qu'il a mis fin à la crise politique guinéenne.

En Côte d'Ivoire, lors de la crise post-électorale (2010-2011), c'est sans doute moins vers l'armée (qui n'a jamais été réellement le garant de la sécurité intérieure) que vers la gendarmerie qu'il convient de se tourner. Les engagements du général Bi Poin, qui prend en main le Cecos (Centre de commandement des opérations de sécurité) pour Laurent Gbagbo, ont bien longtemps caché l'attitude loyaliste du chef d'état-major de la gendarmerie qui a refusé toute affiliation politique de son arme. Ce geste permet d'expliquer l'actuelle attitude et la place de la gendarmerie dans la société ivoirienne. La reconstruction de l'armée, quant à elle, est un enjeu bien plus politique que militaire, essentiellement liée au poids des comzones au sein des FRCI (Forces républicaines de Côte d'Ivoire).

L'armée face aux crises politiques (2010-2014)

Au Niger en 2010, le coup d'État contre Tandja a été mené par Salou Djibo contre les ambitions présidentielles de troisième mandat. En adoptant une attitude loyaliste, et en garantissant la bonne tenue du chronogramme de transition, l'armée nigérienne a démontré son sens politique, mais aussi sa connexion avec la société civile.

La crise du Mali en 2012 est à remettre dans ce contexte de société civile en ébullition : le coup d'État de Sanogo est autant une réaction corporatiste face à l'émotion du massacre des troupes à Aguel'Hoc, que le fruit d'une politisation tout au long du second mandat d'ATT (Amadou Toumani Touré) des « oubliés » du régime. Ceci explique le calendrier du putsch mené par des sous-officiers, qui n'ont plus confiance dans leurs officiers et officiers supérieurs – et *a fortiori* en ATT. Cette crise de l'institution militaire reflète donc moins l'armée en tant que

telle que les clivages au sein de la société malienne. Toutefois, elle finit d'effondrer l'armée malienne, incapable de remplir ses missions depuis longtemps.

Au Burkina Faso en 2014, la chute de Blaise Compaoré a donné à voir deux visages de l'armée : le premier est celui d'une institution qui s'éloigne du régime et s'engouffre dans la transition démocratique en connexion avec la société civile (face incarnée par le général Traoré) ; le second est celui d'une garde prétorienne qui, tout en ayant conscience des changements, cherche à conserver la main d'une manière ou d'une autre dans cette crise (face incarnée par le colonel Zida et, derrière lui, par le colonel Diendéré, chef de la Sécurité présidentielle et plus ancien camarade de Blaise).

L'armée en Afrique centrale : contrepoint et crispations sécuritaires ?

Alors que l'institution militaire est considérée, pour tout ou partie, comme un facteur des transitions politiques en Afrique de l'Ouest, elle semble, en Afrique centrale, adopter la position inverse. Comment comprendre ce phénomène ? Premièrement, nombre d'États et de régimes d'Afrique centrale sont nés (ou vivent) de la guerre. En conséquence, cette stratégie politique de la tension sécuritaire ne favorise pas la création d'une armée nationale, mais plutôt d'un cercle réduit de protection présidentielle, type garde prétorienne. Les deux exemples les plus nets en la matière s'avèrent être le Tchad et le Congo-B. Idriss Deby n'accorde sa confiance qu'à sa garde Zaghawa ; Sassou fait reposer sa sécurité politique et personnelle sur Jean-Dominique Ockiemba (JDO) et son équipe M'Bochi. L'armée n'est plus alors une institution nationale mais un cercle sécuritaire, fortement identitaire, et qui constitue de fait un clan politique indissociable de la destinée du président.

Deuxièmement, il existe des pays dans lesquels l'armée est une institution défaite – qu'elle soit peu compétente ou faillie. Elle laisse alors le champ à la dialectique de la lutte anti-milicienne, c'est-à-dire à une politique de la terre brûlée géographique au prétexte d'une guerre contre-subversive mal menée, dans une optique strictement répressive. C'est le cas en Centrafrique, avec par exemple les opérations de répression au Nord-Ouest à la fin du régime de Bozizé, ou au Congo-Kin, avec l'affaire du M23 au Kivu entre 2012 et 2013.

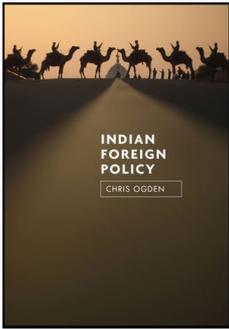
Nouveaux enjeux politico-sécuritaires pour l'institution militaire

Enfin, il demeure des enjeux « en devenir » pour les forces de sécurité appelées à faire face à une nouvelle forme de menace : la brutalité et l'échec de l'armée nigériane face à Boko Haram en est la pire illustration. Au Cameroun, la question de l'emploi jusqu'à saturation du BIR se pose, qui ne peut avoir vocation à remplacer l'armée dans cette guerre. Or, une véritable concurrence existe entre l'armée et le BIR – perçu comme « une armée dans l'armée ». Cette problématique de la réinvention des institutions militaires en Afrique, qui se cache dans les plis des interventions de la France (Serval-Barkhane et Sangaris), constitue le véritable enjeu de sécurisation des processus politiques. Il ne peut toutefois pas en être dissocié. En d'autres termes, la réponse militaire de la coalition ne peut exister indépendamment d'une réponse politique africaine qui tienne compte des réalités locales des politisations – sous peine de voir (re)naître des institutions sécuritaires devenant, à leur tour, des facteurs de déstabilisation intérieure. À l'inverse, des expériences, telles que celles du général guinéen Konaté, méritent d'être étudiées : le rôle des vétérans africains de Barkhane devrait ainsi constituer un enjeu politique pour la sortie de crise, non plus au seul échelon national, mais à l'échelon régional. En effet, ils seront la génération « du feu », avec le poids moral qui leur incombe.

L'enjeu militaire n'est pas à placer en terme de vertu politique pour distinguer l'Afrique de l'Ouest de l'Afrique centrale. Le verrou constitutionnel est généralement assimilé dans l'environnement régional d'Afrique de l'Ouest (les États, les sociétés civiles, la CEDEAO, etc.) comme élément d'ordre civique et sécuritaire (le Togo est un contre-exemple mais Faure a épuré l'armée dans le sillage de Kpatcha). Au contraire, en Afrique centrale, la crispation politique autour du cercle clientélaire présidentiel « assiégé » a suscité une conception prétorienne des forces de sécurité : l'armée n'existe pas pour elle-même, mais pour les bataillons d'élite attachés à la garde du président.

Cependant, en l'absence d'une véritable force d'intervention africaine (qui reste un horizon politique continental depuis ECOMOG), l'enjeu de reconstruction politique et sécuritaire des États après le défi jihadiste constituera le nouvel horizon de recomposition des armées au sein des nations africaines, dont elles redéfiniront, en partie, les contours politiques et sociaux.





Chris OGDEN

Indian foreign policy

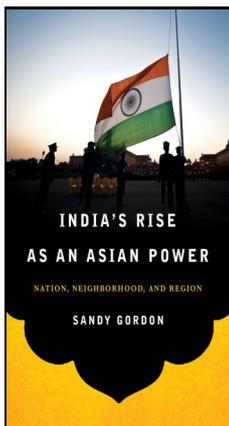
Cambridge, Polity Press, 2014

Ce nouveau travail sur la politique étrangère indienne a le mérite de contribuer utilement à une approche de politique étrangère, dans la mesure où ce champ reste trop peu exploré. L'auteur, enseignant à l'université de Saint Andrews, choisit plusieurs prismes pour canaliser ses questionnements : 1- l'Inde comme acteur aspirant au statut de grande puissance ; 2- l'Inde comme pays en voie de développement et de modernisation ; 3- l'importance de la mémoire et de l'histoire ; 4- l'impor-

tance de paradoxes et de tensions inhérents au pays lui-même.

Après un rappel historique et une présentation des grands acteurs qui ont constitué le socle de la politique étrangère indienne et de la pensée stratégique (jusqu'au nucléaire), sont abordés le contexte économique, le leadership indien en Asie du Sud, et les relations avec le reste du monde. Ouvrage d'introduction, ce volume remplit son rôle et rappelle les défis à relever et les paramètres principaux de l'une de ces puissances émergentes qui se cherche encore un rôle à sa mesure.

Frédéric CHARILLON



Sandy GORDON

India's Rise As An Asian Power. Nation, neighborhood, and Region

Washington DC, Georgetown University Press, 2014

Dans une veine internationaliste très académique et de haut niveau, Sandy Gordon aborde la question de la capacité d'un pays comme l'Inde (à comparer par exemple avec la Chine), à formuler une grande stratégie.

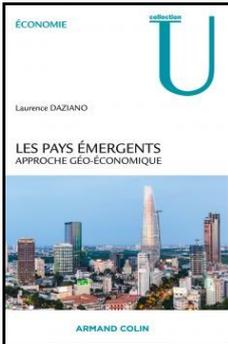
En effet, celle-ci commence par la gestion difficile non seulement de problèmes domestiques, mais également d'un environnement régional sensible, que l'auteur qualifie ici, dans un vocabulaire emprunté à Buzan et Weaver, de « super complexe de sécurité Asie du Sud, du Sud-Est et de l'Est. Cette recontextualisation géographique des puissances, dont la particularité est d'être émergentes, fait l'originalité de la démarche. La complexité dont il est question ici est-elle due à l'affrontement des États (Inde-Pakistan-Chine) ? À l'échec d'une structuration régionale par la SAARC ? L'Inde peut-elle asseoir son leadership régional au travers d'autres structures (BIMSTEC, IORA, ARF...) ?

Un chapitre sur l'extrême ambiguïté de l'héritage historique indien, où la grandeur le dispute à la corruption et

à la violence, donne l'occasion à l'auteur de présenter brièvement les acteurs de la coercition ou du renseignement, avant de revenir à la « dissonance » sud-asiatique, asiatique, avec ses conflits jamais réglés (Cachemire...), ses tensions ethniques et frontalières, la transformation de la criminalité, et l'émergence d'une violence terroriste.

Cette « dissonance » s'inscrit dans la politique globale, dès lors que des conflits comme l'Afghanistan, les attaques du 26 novembre 2008 à Bombay, le jihadisme ou la guerre civile au Sri Lanka déclenchent des compétitions entre voisins, qui incitent l'Inde à s'affirmer comme puissance militaire (notamment navale), à modifier sa culture de la sécurité, et à se penser comme leader régional. Question qui vient naturellement à l'esprit : cette obsession régionale – légitime au regard des défis à surmonter – empêche-t-elle l'Inde de se projeter davantage comme puissance globale ? On trouvera ici de nombreuses réflexions utiles aussi bien pour l'analyse de politique étrangère que pour celle, plus généraliste, des relations internationales généraliste, ou des aires régionales.

Frédéric CHARILLON



Laurence DAZIANO

Les pays émergents. Approche géo-économique

Paris, Armand Colin, 2014

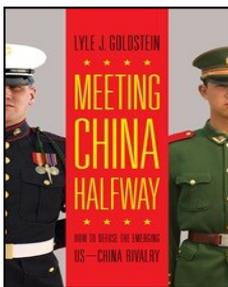
Ce manuel fait utilement le point sur la catégorie floue qui est celle des pays dits émergents. On en retient de nombreux points, comme une étude

des probables émergents à venir (les BENIVM : Bangladesh, Éthiopie, Nigéria, Indonésie, Vietnam, Mexique), ou la liste de leurs grandes problématiques : démographie urbaine, mutation des classes moyennes, puissance du fait religieux, avenir des matières premières, énergie, eau...

Surtout, la dernière partie de l'ouvrage évoque les questions de puissance : ces pays se trouvent au cœur des guerres des monnaies et des compétitions d'entreprises. Leur positionnement face à la montée en force est au cœur des interrogations actuelles (surtout pour les émergents asiatiques).

Le prisme économique de ce travail l'éloigne certes de la dimension militaire et diplomatique, mais les informations rappelées ici les éclairent *de facto*.

Frédéric CHARILLON



Lyle J. GOLDSTEIN

Meeting China Halfway. How to Defuse the Emerging US-China Rivalry

Washington DC, Georgetown University Press, 2015

Comment inverser la spirale négative de l'actuelle relation sino-américaine qui

tend vers l'affrontement ? Telle est la question de départ de ce livre, qui revient sur l'héritage historique et sur le cas taïwanais, avant d'étudier les dossiers économiques, environnementaux, puis géographiques (le Sud-Sud, le Moyen-Orient, la question coréenne, japonaise, indienne...).

Vaut-il mieux entendre le souhait chinois d'une relation de grande puissance à grande puissance, au risque d'un

G2 encombrant ? Faut-il totalement rejeter l'approche de la relation fondée sur la compétition pour la suprématie ?

En commentant les contributions déjà proposées sur ce débat, aux États-Unis (comme celle de Kissinger) mais surtout dans les sources chinoises, ce travail pose de nombreuses questions sur les méthodes à privilégier (bilatéralisme ou multilatéralisme, etc.), et surtout repart de dossiers concrets plutôt que de principes globaux.

Frédéric CHARILLON

Retrouvez...

les Lettres de l'IRSEM, les publications, colloques et toute l'actualité de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire sur...

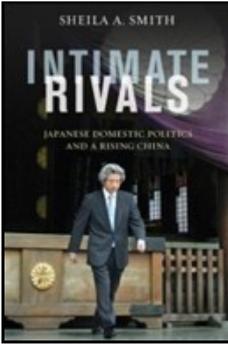
www.defense.gouv.fr/irsem



facebook

twitter

LinkedIn



Shayla A. SMITH

Intimate Rivals. Japanese Domestic Politics and A Rising China

New York, Columbia University Press, 2015

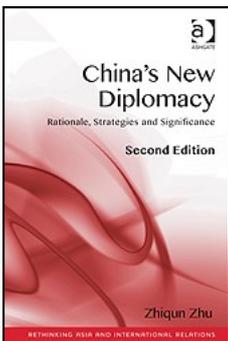
Les frictions sino-japonaises se multiplient depuis plusieurs années sur fond de montée nationaliste aux sources historiques, entre les deux pays.

Quatre cas particuliers ont notamment nourri cette tension entre 2001 et 2014: les visites à Yasukuni, le partage de la Mer de Chine de l'Est, l'incident dit de l'empoisonnement du *gyoza* (plaintes de près de 3.000 personnes au Japon contre un empoisonnement supposé de boulettes de viande en provenance de Chine), et bien entendu le dossier des îles Senkaku / Diaoyu.

C'est à la lumière des intérêts des acteurs internes japonais et de leurs rapports de force que cette étude aborde la question de la relation bilatérale, à partir d'un constat simple : aucun pays n'a été aussi touché dans son identité interne, par l'impressionnante montée en puissance chinoise.

Qui propose quoi face à ce phénomène ? Quels courants de pensée sont à l'œuvre ? Quels groupes d'acteurs sont influents ? Cette sociologie du discours sinon de la décision constitue une étude de cas précieuse en matière de politique étrangère sur un enjeu stratégique de ce XXI^e siècle.

Frédéric CHARILLON



Zhiqun ZHU

China's New Diplomacy. Rationale, Strategies and Significance

Londres, Ashgate, 2015 (2e édition)

L'ouvrage se présente comme un manuel systématique présentant les grands

traits de la politique étrangère chinoise depuis les années 1990, avec un accent mis sur le Sud-Sud (Afrique, Moyen-Orient, Amérique Latine, Pacifique Sud, Asie du Sud-Est...).

En sollicitant de nombreuses sources chinoises, ce travail récapitule les facteurs de la montée en puissance de Pékin, ainsi que la perception qu'ont les acteurs chinois de cette situation.

On notera la volonté systématique d'examiner les moti-

vations chinoises dans l'intérêt porté à différentes régions du monde (souvent économique, sans surprise, mais aussi de nature sécuritaire), un bon chapitre 8 sur les réactions extérieures mitigées par rapport à cette évolution de l'Empire du milieu.

On regrettera certes l'absence d'une analyse plus longue sur la relation avec les États-Unis ou l'Europe, mais il est vrai que de nombreux autres travaux en traitent par ailleurs.

Frédéric CHARILLON



Fouad KHOURY-HELOU

L'Amérique et le Moyen-Orient.***Le Moyen-Orient otage des enjeux internationaux***

Paris, Hermann, 2015

Le principal avantage de ce livre réside sans doute dans le rappel historique utile qu'il

nous livre de la région Proche-Orient, dont les turbulences récentes et moins récentes sont présentées comme autant de conséquences du déclin britannique (remplacé par les États-Unis) et d'un échec soviétique (à contrer la stratégie américaine).

L'hypothèse d'ensemble est contestable, qui voit la région otage des luttes globales, plutôt que de chocs locaux (notamment la question israélo-palestinienne).

On trouve néanmoins des passages fort intéressants, comme la lecture de la région à la lumière des enjeux asiatiques.

Frédéric CHARILLON

Abdennour BENATAR et Salim CHENA (dirs)

La sécurité en Méditerranée occidentale. Face aux bouleversements au Maghreb et au Sahara

Paris, L'Harmattan, 2015

Ce petit ouvrage s'attaque à un enjeu trop peu exploré en France : celui du Maghreb et de la Méditerranée

occidentale.

Les différents auteurs reviennent entre autres sur la sécuritisation / militarisation de la zone, sous l'initiative des Maghrébins d'abord, mais soutenus en cela par la France et les États-Unis, la remise en cause des poli-

tiques européennes à la suite des printemps arabes, la difficile relance du débat intermaghrébin, l'état des lieux de l'initiative 5+5.

Réunissant des auteurs maghrébins et français, ce travail fait un point utile sur cette sous-région, et vient nourrir une fois de plus cette précieuse collection de l'iReMMO.

Frédéric CHARILLON**Retrouvez...**

les Lettres de l'IRSEM, les publications, colloques et toute l'actualité de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire sur...

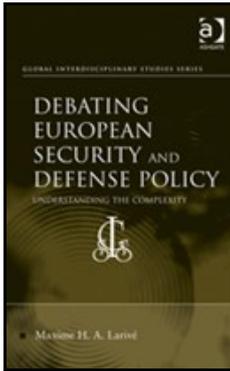
www.defense.gouv.fr/irsem



facebook

twitter

LinkedIn



Maxime H.A. LARIVÉ

Debating European Security and Defense Policy

Burlington (VT), Ashgate, 2015

Cette tentative d'expliquer la politique de sécurité européenne par les théories de relations internationales d'abord, la trajectoire historique ensuite,

l'analyse des acteurs enfin, nous offre un panorama utile, contenant des interrogations intéressantes sur cet objet pourtant déjà très discuté par la science politique.

Le rôle des États-Unis comme incitateurs à approfondir une politique de sécurité, les changements impliqués par la crise financière de 2008, le rôle véritable des États

membres, font partie des chapitres clefs. En présentant, pour chaque question posée, la thèse et l'antithèse, suivies de questions pour la discussion, l'ouvrage s'adresse délibérément à un public étudiant.

On aurait naturellement aimé, sur plusieurs points, connaître les réponses personnelles de l'auteur, mais les éléments du débat sont pertinents et une bibliographie à jour sur ces enjeux trouve également toute sa place à la fin du livre.

Frédéric CHARILLON



Asmara KLEIN, Camille LAPORTE, Marie SAIGET (dir.)

Les bonnes pratiques des organisations internationales

Paris, Presses de Sciences Po, 2015

Depuis les années 1990, la notion de « bonnes pratiques » est devenue omniprésente dans les travaux publiés par les organisations internationales. Il manquait pourtant une

étude rigoureuse et pluridisciplinaire pour éclairer la genèse de cette notion polysémique, les rapports de pouvoir qu'elle recouvre et les pratiques qu'elle vient légitimer dans différents environnements institutionnels.

On doit aux politistes Asmara Klein (docteure de l'IEP de Paris et employée par le Secrétariat international de la campagne « Publiez ce que vous payez »), Camille Laporte (docteure de l'IEP de Paris et ATER à l'IEP de Lille) et Marie Saiget (doctorante à l'IEP de Paris et ATER à l'Université Lille 2) un éclairage particulièrement stimulant sur ce sujet, grâce au rassemblement de dix contributions de qualité.

L'intérêt de cet ouvrage collectif repose sur la pluralité des regards portés sur les bonnes pratiques des organisations internationales (il serait trop long de dresser ici la liste des contributeurs, qui rassemble politistes, histo-

riens et économistes) et la diversité des méthodes de recherche mises en œuvre (de l'économétrie à l'étude ethnographique), la variété des terrains (du Chiapas à la Somalie) et des domaines d'intervention étudiés (des politiques de développement à la santé mondiale ou encore la protection de l'environnement).

Ces nombreux cas d'étude et analyses n'affaiblissent ni l'homogénéité stylistique de l'ouvrage, ni son fil directeur : tous les textes concourent à souligner la tension existant entre la normativité des « bonnes pratiques » et l'apparente neutralité qui découle de leur connotation empirique et techniciste.

Issues de l'expérience et porteuses d'une démarche comparatiste, les « bonnes pratiques » sont en effet devenues un outil de gouvernance internationale tout en se trouvant dépolitisées par les discours et représentations de leurs acteurs.

Légitimant l'action et l'expertise des organisations internationales au nom du pragmatisme et de l'efficacité, elles sont également devenues un référentiel pour l'évaluation de leurs partenaires ou de leurs théâtres d'intervention ainsi qu'un dispositif de prescription, de classe-

ment voire d'exclusion des acteurs qui échouent à s'y conformer.

Les contributions présentées dans cet ouvrage, utilement enrichies par les réflexions de ses directrices en introduction et en conclusion, permettent de mieux

cerner un aspect jusqu'alors négligé du discours et des pratiques des organisations internationales, mais aussi de leurs transformations.

Frédéric CHARILLON



Vincent OUATTARA

L'ère Compaoré. Politique, crimes et gestion du pouvoir

Paris, Editions Publibook, 2014

Comme l'illustre la tache de sang sur la couverture, l'essai de Vincent Ouattara est un écrit ouvertement engagé et critique sur le système politique mis en place par le Président burkinabè

Blaise Compaoré depuis son accession au pouvoir, en 1987. Il s'agit là d'une version actualisée de l'ouvrage paru en 2006 qui n'avait été, pour différentes raisons, que peu diffusé au Burkina Faso.

Ainsi, après un procès remporté par l'auteur contre son éditeur, cette nouvelle version parue dans un contexte politique tendu avait l'ambition de devenir une pièce maitresse de la littérature d'opposition au régime en place. Quatre mois plus tard, le soulèvement populaire contre le projet gouvernemental de réforme de la Constitution renversa le président Compaoré.

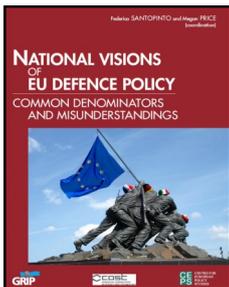
L'ouvrage pourrait être considéré comme obsolète au regard des événements historiques qu'il n'a pu prendre en compte. *A contrario*, il apporte un éclairage précieux sur les mécanismes profonds qui ont façonné le système politique burkinabè sur le temps long, permettant au lecteur de sortir des analyses journalistiques inévitablement plus ponctuelles.

A ce titre, au delà des recherches approfondies entreprises par l'auteur sur les circonstances des différents crimes politiques qui ont entachés la présidence Compaoré, l'intérêt premier de cet ouvrage est de replacer dans le temps long les rapports de force entre les différents acteurs, leurs rivalités, leurs alliances et leurs changements de postions. A noter que le chapitre sur les crimes politiques comporte quelques photos des corps des victimes pour étayer son argumentaire.

Bien que l'ensemble de l'œuvre ressemble, par moments, à une énumération de faits, il n'en demeure pas moins un des écrits les plus complets sur les coulisses de « l'ère Compaoré », qui ne manquera pas de passionner à la fois tous ceux désireux de comprendre davantage la complexe politique burkinabè, mais également les africanistes dans leur ensemble, tant les mécanismes dénoncés dans ce livre sont similaires à d'autres nations du continent.

Nicolas DESGRAIS

Assistant de recherche sur les questions africaines



Federico SANTOPINO, Megan PRICE (dirs.)

National Visions of EU Defence Policy

Bruxelles, GRIP, 2013

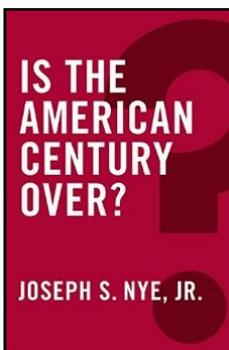
Qu'attendent les États membres de la PESD et des mécanismes européens en matière de sécurité et de défense ? Les contributeurs tentent de répondre à ces questions autour de plusieurs études de cas.

Présentant, de façon assez classique pour ce type d'auteur, la France comme un « leader frustré », qui se replie sur du bilatéral (Lancaster House) faute d'avoir pu façonner l'action européenne à son image, analysant les ambiguïtés de l'Allemagne (à la fois fondatrice et sceptique, mais aussi sélective sur le plan géographique), ce travail observe aussi les cas italien (intéressé par une

nouvelle approche de peace-building), polonais (qui y trouve un nouvel espace d'influence), espagnol (très participatif, mais sans vision stratégique), suédois (qui gère une tradition de neutralité) et britannique (ouvertement sceptique).

L'approche comparée, prenant comme entrée la question des attentes, contribue utilement à l'étude de cette européanisation très particulière qu'est celle de la politique publique de défense et de sécurité.

Frédéric CHARILLON



Joseph NYE

Is the American century over?

Cambridge, Polity Press, 2015

Joseph Nye, théoricien des Relations internationales et père du concept de *Soft Power*, pose au travers du titre de son dernier ouvrage la question du déclin américain, si souvent annoncé.

Après avoir défini les termes de son sujet, en bornant notamment dans le temps ce fameux siècle symbolisé par la toute-puissance américaine, il rappelle qu'une telle question ne peut donner une réponse sérieuse que si l'on prend en compte et analyse l'ensemble des critères de puissance du pays, à savoir les éléments économiques, militaires mais aussi la capacité d'influence, le fameux *soft power*.

Joseph Nye distingue les notions de déclin absolu et de déclin relatif. Passant en revue les quelques pays ou entités régionales qui pourraient concurrencer les États-Unis, il en conclut que seule la Chine pourrait éventuellement mettre fin à la domination américaine, même si les États-Unis restent, pour l'instant, en avance d'une di-

zaine d'années sur la Chine, tant en termes de ressources militaires et économiques que d'influence. Pour l'auteur, si la montée en puissance chinoise est bien réelle, celle-ci resterait néanmoins un processus au long terme, semé d'embûches, qui ne préfigurerait en rien la fin systématique de la domination américaine.

Si les États-Unis connaissent bien un déclin relatif, ils seraient cependant encore loin d'avoir perdu leur prééminence mondiale, en dépit des problèmes qu'ils rencontrent et des incertitudes qu'ils connaissent, tant sur le plan intérieur qu'extérieur. Ils continuent, en effet, à attirer les talents du monde entier, qui s'assimilent dans une culture de la créativité. Cette dynamique permet donc au pays de garder intacte sa capacité à se réinventer sans cesse.

Pour Joseph Nye, il ne faut donc pas sous-estimer les États-Unis ; la fin du siècle américain ne serait donc pas pour tout de suite.

LCL Arnaud PLANIOL



Michaël PRAZAN

Les Frères musulmans, Enquête sur la dernière idéologie totalitaire

Grasset, 2014

Le journaliste Michaël Prazan tire ici un ouvrage d'un documentaire qu'il réalise sur les Frères musulmans, au moment

où ces derniers sont en passe de prendre le pouvoir suite à la révolution en Égypte. L'ambition est considérable : rétablir l'histoire, l'action et les objectifs du mouvement présent dans plusieurs dizaines de pays dans le monde, à travers un réseau très complexe.

L'enquête est présentée en trois temps. Dans la première partie, l'auteur fait le portrait de Hassan al-Banna, fondateur du mouvement en 1928, de Nasser, dont il est rappelé qu'il a été membre des Frères avant de prendre le pouvoir, et de Sayyid Qutb, idéologue radical dont les idées continuent d'influencer les nouvelles générations d'islamistes.

L'intérêt de la démarche est clair : revoir l'évolution et les ambitions des Frères par l'interprétation qu'en font certains des membres les plus influents d'aujourd'hui. L'auteur replace très bien le contexte dans les différents pays, en montrant toujours l'ambiguïté des liens entre les dictatures laïcs et les islamistes, entre alliances et répression.

C'est l'objet de la deuxième partie, qui décrit la situation dans les pays arabes et moyen-orientaux mais aussi en Europe et aux États-Unis, où les Frères musulmans ont

construit un réseau d'associations caritatives très influent.

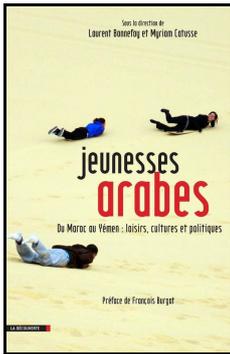
C'est dans la dernière partie que l'on comprend le sens que l'auteur donne à l'idéologie totalitaire. Pour lui, il est impossible de dissocier la dimension sociale de l'action des Frères musulmans de sa dimension politique, y compris dans sa version armée. Pour Michaël Prazan, l'objectif du mouvement est la création d'un califat mondial, et dès lors la seule chose qui « sépare encore les Frères musulmans des salafistes, c'est la notion du temps » (p.257). Tous prennent soin toutefois d'imprégner la société de leur idéologie.

Dans cette vision, il apparaît que le radicalisme de Sayyid Qutb joue le rôle de liant entre les stratégies des Frères et des salafistes. Mais si le pragmatisme de Mohamed Morsi n'est qu'une façade pour l'auteur, celui-ci peine peut-être à cerner les conséquences de la politique du Président déchu.

Quant à l'absence de cadre conceptuel caractéristique du travail journalistique, elle n'enlève rien à l'importance de cet ouvrage en tant que témoignage, véritable mine d'or pour les recherches à venir.

Aghiad GHANEM





Laurent BONNEFOY, Myriam CATUSSE (dirs)

Jeunesses arabes. Du Maroc au Yémen : loisirs, cultures et politiques

La Découverte, Paris, 2013

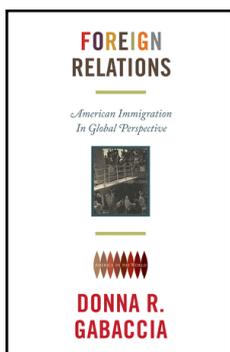
Tous deux chercheurs au CNRS (respectivement CERI et IREMAM), Laurent Bonnefoy et Myriam Catusse réunissent ici un grand nombre d'auteurs (38 chapitres) pour mieux comprendre les évolutions sociales d'un monde arabe qui a surpris depuis les « printemps », qui ne ressemble plus à ce que la plupart des Européens croyaient en connaître, et dont les mouvements de fonds ont sans doute été sous-estimés gravement par l'analyse.

Ce travail universitaire, qui démontre encore l'utilité de l'analyse de terrain, de l'analyse par le bas, n'est naturellement pas un ouvrage de stratégie. Son contenu est néanmoins crucial pour la compréhension de la rive sud et est-méditerranéenne. Qui sont, au-delà des clichés, les Arabes, et en particulier les plus jeunes d'entre eux ? Quels sont leurs loisirs, leurs croyances, les espoirs ou frustrations des joyriders saoudiens, hittistes algériens, salafistes yéménites, supporters palestiniens à distance

du Barça ou du Real ? Buveurs désabusés et nostalgiques de Hamra, joueurs de plein air à Lejnan, clients des cafés de Massada Street à Haïfa, jeunes Sahraouis à Dakhla ou jeunes chrétiens d'Égypte, que font-ils de leurs journées ou de leurs nuits ? A quoi aspire-t-on ? A une chambre à soi ? A apprendre à se défendre (pour les filles au Caire) ? A mâcher son Qât en paix ? A passer ses vacances en Europe pour ceux du Golfe, ou à sortir du camp pour les Palestiniens du Liban ?

Music, internet, réseaux sociaux : comment prendre la parole et passer à l'activisme ? Autant de questions, au fil de courts récits, comme des tranches de vie souvent fort bien écrites par leurs auteurs, qui ne retiendront pas *a priori* l'attention des stratégestes. Et pourtant, en 2011...

Frédéric CHARILLON



Donna R. GABACCIA

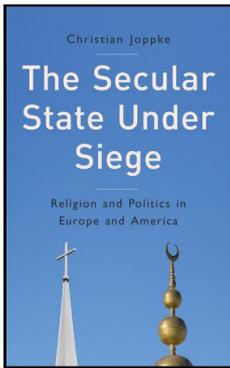
Foreign Relations. American Immigration in Global Perspective

Princeton, Princeton University Press, 2015

Dans les siècles précédents, à l'heure du mythe de l'isolement américain, l'immigration était l'un des liens principaux entre les États-Unis et le reste du monde. Le lien entre les immigrés et leur pays d'origine, les formes progressives de racisme que les vagues d'immigration ont pu susciter (généralement à l'encontre des arrivants suivants), ont tissé une toile complexe de relations extérieures pour l'Amérique.

A l'heure de la globalisation et d'une Amérique devenue multiculturelle, de moins en moins « blanche » par ailleurs, cette question du rôle de l'immigration sur les relations extérieures se pose avec d'autant plus d'acuité. L'Amérique, on le sait, ne voit plus « l'autre » de la même manière, change régulièrement d'« autre », et cela ne sera pas sans impact sur sa culture ni sur ses orientations stratégiques. Cet ouvrage a le mérite de prendre le problème à sa base et de nous l'exposer clairement.

Frédéric CHARILLON



Christian JOPPKE

The Secular State Under Siege – Religion and Politics in Europe and America

Cambridge, Polity Press, 2015

Titulaire de la chaire de sociologie générale à l'université de Berne et spécialiste

de sociologie politique comparée,

Christian Joppke étudie dans *The secular state under siege* les relations entre la religion et l'État séculier en Europe et aux États-Unis.

L'ouvrage se situe dans le prolongement de ses précédents travaux, sur le défi posé à l'État-nation par les migrations (*Challenge to the Nation State : Immigration in Europe and the United States*, dir. Christian Joppke, 1998) ou encore la centralité du système légal dans l'intégration de l'islam et des populations musulmanes des deux côtés de l'Atlantique (*Legal Integration of Islam : A Transatlantic Comparison*, avec John Torpey, 2013).

Dans ce nouvel ouvrage, il propose de dépasser l'approche de la religion – chrétienne aux États-Unis, musulmane en Europe – comme simple facteur de légitimation ou de remise en cause du pouvoir, pour analyser les interactions entre institutions et groupes religieux. Tout en rejetant l'idée selon laquelle l'État séculier serait effectivement menacé, il aborde le retour de la religion dans l'espace public à l'aune de sa propension à réguler la vie privée et sociale, susceptible d'entraîner des frictions avec le modèle d'autorité étatique.

Joppke partant de l'idée du christianisme comme "religion de la sortie de la religion", développée par Marcel Gauchet, pour étudier son rôle dans la structuration de différents modèles d'État séculier en Europe et en Amérique du Nord. Il distingue la séparation stricte propre aux États-Unis, du modèle français de laïcité. L'on sait depuis Tocqueville que, si les institutions garantissent Outre-Atlantique une stricte neutralité de l'État en matière de religion, celle-ci y est présente au cœur des jeux politiques et sociaux. En France, l'État se porte ga-

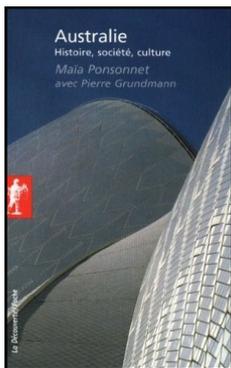
rant de la neutralité religieuse mais cherche aussi à émanciper les individus, tendant à se substituer à la religion comme pourvoyeur de sens.

Dans ses deux principaux chapitres, l'ouvrage explore différents aspects de la contestation parfois implicite de ces deux modèles, par la droite chrétienne aux États-Unis et l'islam en Europe.

Le chapitre sur les États-Unis s'appuie sur une analyse passionnante, originale sous la plume d'un sociologue, d'arrêts rendus par la Cour Suprême. Ces derniers permettent de cerner l'évolution des équilibres susceptibles de peser sur la mise en œuvre des « checks and balances » qui assurent aux États-Unis l'indépendance de la Cour vis-à-vis du pouvoir. Ils éclairent les transformations de l'interprétation et de la mise en œuvre de la neutralité religieuse aux États-Unis, au regard des thématiques privilégiées par la droite chrétienne. Le chapitre sur l'Europe va à l'encontre de l'idée dominante selon laquelle la religion est au cœur des difficultés d'intégration des minorités musulmanes, estimant au contraire que l'islam a bénéficié de l'accommodement des institutions.

Malgré cette limite importante, l'ouvrage constitue une intéressante synthèse, historique et conceptuelle, sur la relation entre religion et politique et la diversité des États dits séculiers. Claires et engagées, écrites dans une langue accessible, les analyses proposées en font une ressource utile pour aborder la « troisième phase » de la relation entre religion et institutions en Occident : après l'imbrication puis la déconnexion parfois conflictuelle, le retour de la religion dans l'espace public et l'émergence de revendications à fondement religieux s'accompagnent d'une intensification des tractations, parfois implicites, qui contribuent à redéfinir les termes de la séparation.

Delphine ALLES



Maïa PONSONNET, Pierre GRUNDMANN

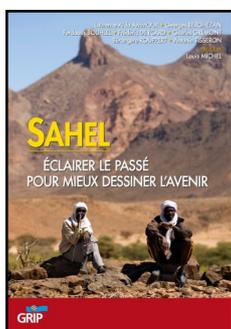
L'Australie. Histoire, société, culture

Paris, La Découverte, 2015 (3^e édition)

L'Australie, « partenaire stratégique » de la France depuis janvier 2012, grand allié des États-Unis (elle a participé à toutes leurs interventions militaires) et élément essentiel de la sécurité du Pacifique, est méconnue des sciences sociales françaises. Sans entrer en profondeur dans la dimension stratégique, ce petit ouvrage rappelle un certain nombre d'informations utiles : l'hété-

rogénéité du pays, son rapport à la nature, sa construction historique de l'Asie comme menace, l'importance de la question identitaire (à partir de la problématique aborigène), l'alliance américaine, la longue dépendance au Royaume-Uni... autant de données à prendre en compte pour comprendre la relation de l'Australie avec le reste du monde.

Frédéric CHARILLON



Antonin TISSERON et al.

Sahel. Eclairer le passé pour mieux dessiner l'avenir

Bruxelles, GRIP, 2013

En quelques articles pertinents, cet ouvrage éclaire plusieurs angles importants de la situation sahélienne : les Touaregs du Niger, la corruption au Mali, les contradictions de la stratégie régionale algérienne, la comparaison des stratégies européenne et américaine de lutte contre le terrorisme... Doctorants pour la plupart, les auteurs

proposent une analyse largement sociologique et historique, qui descend en profondeur dans l'étude des acteurs. Le chapitre sur la politique algérienne, qui a dû gérer les printemps arabes et la crise malienne, attire particulièrement l'attention, et au final, le travail fourni ici contribue à la réflexion sur cette région devenue centrale.

Frédéric CHARILLON

Retrouvez...

les Lettres de l'IRSEM, les publications, colloques et toute l'actualité de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire sur...

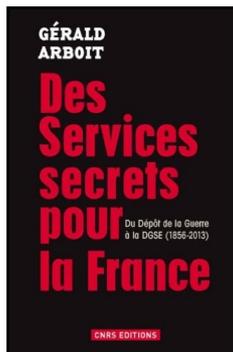
www.defense.gouv.fr/irsem



facebook

twitter

LinkedIn



Gérald ARBOIT

Des services secrets pour la France. Du dépôt de la guerre à la DGSE (1856-2013)

Paris, CNRS Editions, 2014

En quelques articles pertinents, cet ouvrage éclaire plusieurs angles importants de la situation sahélienne : les Touaregs du Niger, la corruption au Mali, les contradictions de la stratégie régionale algérienne, la comparaison des stratégies européenne et américaine de lutte contre le terrorisme... Doctorants pour la plupart, les auteurs proposent une analyse largement sociologique et histo-

rique, qui descend en profondeur dans l'étude des acteurs. Le chapitre sur la politique algérienne, qui a dû gérer les printemps arabes et la crise malienne, attire particulièrement l'attention, et au final, le travail fourni ici contribue à la réflexion sur cette région devenue centrale.

Frédéric CHARILLON

Retrouvez...

les Lettres de l'IRSEM, les publications, colloques et toute l'actualité de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire sur...

www.defense.gouv.fr/irsem



facebook

twitter

Linked in

Evènements de l'IRSEM



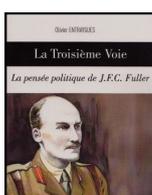
Visite de **Viktors MAKAROV**, secrétaire parlementaire de Lettonie, le 8 juillet.



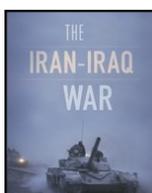
Organisation d'une table ronde autour du **général d'armée Jean-Paul PALOMEROS**, Commandant Suprême Allié pour la Transformation de l'OTAN, le 10 juillet.



Organisation d'un **petit-déjeuner** autour de la publication du numéro 26 des **Champs de Mars**, le 11 septembre.



Publication du dernier ouvrage du lieutenant-colonel **Olivier ENTRAYGUES** *La troisième voie*, aux éditions le Polémarque.



Traduction aux presses d'Harvard de l'ouvrage de **Pierre RAZOUX**, [The Iran-Iraq war](#).

Evènements à venir

Une conférence sur les reconfigurations politiques en Europe à la suite de la guerre en Ukraine se tiendra à l'École militaire le mardi 1er décembre. Organisée par Céline Marangé, chercheuse à l'IRSEM, elle réunira des chercheurs et des acteurs politiques et militaires. Deux volets seront abordés : l'évolution du rôle de l'OTAN et l'avenir de la Défense européenne, le matin ; l'évolution du rôle de l'Union européenne et l'avenir du Partenariat oriental, l'après-midi.

Publications de nos chercheurs

Frédéric CHARILLON, directeur de l'IRSEM:

- Participation à l'émission *Géopolitique* sur le thème « [\(No\) Boots on the ground?](#) », sur RFI le 29 août.

Fatiha DAZI-HENI, chercheuse spécialiste du Golfe et du Moyen-Orient:

- Publication de l'article « [La résilience des monarchies du Golfe dans un monde arabe en plein tumulte](#) » dans la revue *Pouvoirs* n°152.

Maya KANDEL, chercheuse et responsable du programme sur les États-Unis :

- Article « [L'empreinte légère de l'armée américaine en Afrique](#) », dans le Figaro, le 28 juillet 2015.
- Participation à la table-ronde "où vont les Etats-Unis?" aux *Géopolitiques de Nantes*, les 2 et 3 octobre.
- Participation à l'émission *Géopolitique, le débat*, « [Où vont les Etats-Unis ?](#) » sur RFI, le dimanche 4 octobre.

Sonia LE GOURIELLEC, chercheuse spécialiste de l'Afrique :

- Participation au séminaire: *The European Union and the Comprehensive Approach: the case of crises in Africa*, le 9 juillet, organisé par l'Institut Egmont et l'IHEDN.
- Article intitulé « La France et les États fragiles d'Afrique : une nouvelle lecture des menaces », pour le Hors Série de DSI n°43, portant sur *la France face au terrorisme*.
- Le panel proposé par Sonia Le Gouriellec "Learning from the South ? The Horn of Africa as a Litmus Test for IR Theories and Frameworks" a été retenu par [l'International Studies Association](#) pour sa convention annuelle qui se tiendra à Atlanta du 16 au 19 mars 2016. Il sera présidé par Terrence P. Lyons et discuté par Rita Abrahamsen. Sonia Le Gouriellec interviendra sur le thème: "Djibouti as a Small State: Challenges and Limits of an Extraversion Strategy".

Céline MARANGÉ, chercheuse spécialiste de la Russie et de l'ex-espace soviétique:

- Participation aux travaux du groupe de travail « Task Force on Russia's futures », récemment créé par l'Institut pour les Etudes de Sécurité de l'Union européenne (EUISS) à l'initiative de Nicu Popescu, senior analyst au EUISS. Le groupe qui rassemble des experts européens et russes s'est réuni à Bruxelles le jeudi 24 septembre.

Publications de nos chercheurs

Christophe-Alexandre PAILLARD, directeur du domaine « armement et économie de défense » :

- Article « Réchauffement climatique et sécurité militaire », dans *Géoéconomie* n°76..
- Article « Les énergies nouvelles et la contrainte géominérale », dans la *revue école des mines*.
- Intervention « Global (European) level perception to the energy relation to contemporary conflicts in the light of Ukrainian conflict. How do western countries perceive that? », lors du séminaire de recherche organisé par l'OTAN et le ENSEC COE, et intitulé *Hybrid threats: overcoming ambiguity, building resilience*, le 10 septembre.
- Co-animation d'une table ronde sur les matières premières aux rencontres géopolitiques de Nantes, les 2 et 3 octobre.
- Articles « Le grand jeu des hydrocarbures » et « Géopolitique des entreprises minières », dans *Diplomatie Grands dossiers* n°29.
- Article « Changements climatiques et enjeux de défense, les défis auxquels le monde doit faire face au XXIe siècle », dans la *Revue défense nationale* du mois d'octobre.

Capitaine de frégate Marianne PERON-DOISE, responsable du programme sécurité maritime internationale

- Contribution « Pourquoi l'affrontement entre les deux Corées n'est pas inquiétant », sur Atlantico, le 25 août 2015.
- Intervention sur le thème « Comprendre la crise entre les deux Corées », sur RFI, 27 août 2015.

Pierre RAZOUX, chercheur et directeur du domaine « pensées stratégiques comparées » :

- Publication aux presse d'Harvard de l'ouvrage [The Iran-Iraq war](#), traduction de l'ouvrage initial *La guerre Iran-Irak*
- Conférence sur « Les évolutions géopolitiques au Moyen-Orient et au Maghreb », au Service Santé des Armées, le 27 août.
- Article « Israël et la dissuasion nucléaire », dans la *Revue Défense Nationale*, numéro spécial de juillet.
- Article « Que penser de l'accord entre l'Iran et le P5+1 ? », dans la *Revue Défense Nationale*, le 16 juillet.
- Interview pour l'article « [L'Iran dans la cour des grands](#) », dans *l'Express*, le 22 juillet.
- Invité de la chronique Défense sur le thème « [L'Iran va renforcer sa défense antiaérienne](#) », sur RFI, le 24 août.
- Invité de l'émission Du grain à moudre sur le thème « [Damas, épice du désordre mondial ?](#) », sur France Culture, le 2 septembre.
- Invité de l'émission Les enjeux internationaux, sur le thème « [Égypte. Le Sinaï, nouvelle zone de non-droit](#) », sur France Culture, le 3 septembre.
- Invité de la rédaction du journal de 20 heures sur la présence militaire russe en Syrie sur RFI, le 10 septembre.
- Interview sur la [situation stratégique en Syrie](#) dans le *Journal du Dimanche*, le 13 septembre.

C'est avec une profonde tristesse que nous avons appris le décès, le 20 septembre dernier, **d'Agnès Colin** qui était présente à l'IRSEM depuis sa création. L'Institut s'associe à la peine de sa famille et garde le souvenir d'une personne à la fois sensible et digne dont la gaité quotidienne occultait un vrai combat.

L'IRSEM souhaite la bienvenue:

- au Capitaine de frégate Marianne Péron-Doise, en provenance du Commandement maritime de l'OTAN à Northwood, qui exerce les fonctions d'officier de marine chercheur au sein du domaine « Politiques de défense comparées » ;
- aux trois chercheurs « post-docs » Nayla Moussa Kervran (domaine « Défense et société »), Chantal Lavallée (domaine « Armement et économie de défense ») et Elyamine Settoul (domaine « Défense et société »).

Au revoir et une grande gratitude :

- au Général de division (2S) Maurice de Langlois, qui a dirigé le domaine de recherche « Politiques de défense comparées » avec dynamisme, tact et pédagogie, en contribuant à l'ancrage de l'IRSEM dans le paysage de la recherche internationale ;
- à Christian Mukwayanzo, qui a rejoint la DGA et qui a dirigé le bureau des ressources humaines et des aides doctorales, en contribuant à la montée des effectifs de l'Institut, à la gestion administrative et bienveillante des doctorants et post-docs et à celle des nombreux stagiaires et jeunes en contrats armées-jeunesse ;
- à Laurent Henninger qui a rejoint la Revue Défense nationale où l'a appelé son talent pédagogique et son savoir-faire dans le domaine de la publication.

À tous, l'IRSEM exprime sa gratitude pour les capacités d'innovation et de travail en équipe dans une période de montée en puissance de l'Institut. A tous, vœux de succès pour de nouveaux défis !



LA LETTRE de l'IRSEM

Où que vous soyez,
accédez à tous les numéros...

www.defense.gouv.fr/irsem
Publications > Lettre de l'IRSEM



Directeur de publication : Frédéric Charillon	Rédacteur en chef : Contre-Amiral Jean-François Morel	Directeur scientifique : Thierry Balzacq	Ministère de la Défense IRSEM École militaire 1, place Joffre - Case 38 75700 Paris SP 07	
Coordination : Caroline Verstappen	Édition : Olivia Ronsain	Webmestre : Nicolas Segall		